



Entrée de l'INRA dans l'Université Paris-Saclay : Du neuf et rien de bon pour les personnels et la recherche !

30 janvier 2014 -

Saclay : Liste des unités concernées en page 4 !

De bons « vœux » qui annoncent la couleur

Dans ses vœux, le Président du Centre INRA de Versailles-Grignon indique que les chantiers engagés en 2013 vont se poursuivre en 2014 et que « *d'autres, plus nouveaux, viendront compléter notre effort d'adaptation* ». Belle formule pour annoncer que la **mutualisation** est loin d'être finie, avec son lot de **surcharge de travail** sur fond de baisse continue des moyens récurrents. Cette année, un cap est franchi avec de -13 à -15% de baisse du soutien de base pour la plupart des unités !

Plus loin, le Président écrit : « *Pour un grand nombre d'UMR (cette année 2014 sera) celle de la préparation ultime de la contractualisation 2015-2019, avec pour la plupart des inflexions thématiques importantes voire des évolutions structurelles notoires.* ».

« *Citons par exemple le projet d'Institut des Sciences des Plantes de Paris-Saclay (IPS2) à Gif-sur-Yvette. Il a vocation à regrouper l'essentiel des recherches en biologie végétale du campus Paris-Saclay (près de 200 personnes)... Il émergera de la restructuration de plusieurs unités, notamment de l'URGV aujourd'hui située à Évry.* ». La liste se poursuit avec : « *Le projet*

de la nouvelle unité issue de la fusion d'EGC, de PESSAC et du personnel Inra et AgroParisTech de l'équipe "Matières organiques des sols" de BIOEMCO. ».

Pour Monsieur le Président, ces fusions et restructurations sont des « *dynamiques d'unité* » auxquelles il faut ajouter « *les laboratoires d'excellence, SPS et BASC, et le projet "Aliments, Alimentation et Santé" (ALIAS)* ».

Il reconnaît néanmoins que « *Nous suivrons de près ces évolutions qui modifient nos activités de recherche et leur environnement, et qui transforment progressivement notre cadre de travail.* »

L'opération Saclay, c'est bien la généralisation des réorganisations et des mutualisations, avec pour objectif toujours plus d'économies.

**C'est donc faire toujours plus,
avec toujours moins !**

CUE-COMUE et IAV2F, des sigles barbares pour un remodelage complet de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur

Le gouvernement veut restructurer en profondeur la Recherche et l'Enseignement Supérieur publics en mettant en place les CUE (Communautés d'Universités et d'Établissements) ou COMUE et l'IAV2F (Institut Agronomique, Vétérinaire et Forestier de France).

Cet IAV2F serait censé chapeauter toutes les écoles agronomiques et vétérinaires, et les organismes de recherche de l'INRA à l'Institut Pasteur en passant par le CIRAD et l'IRSTEA. Il serait financé par les budgets

propres de ses membres, **amputant donc encore plus le budget INRA**, tandis que des compétences de chacune des composantes, et donc des services et des personnels, y seraient transférés.

Dans le même temps que cet IAV2F, ce sont 30 CUE qui doivent se mettre en place, ce qui redessinera complètement la carte des universités, avec en toile de fond la prédominance des universités sur les EPST dont l'INRA.

Saclay : une Communauté d'Universités et d'Établissements au forceps

La majorité des syndicats des établissements concernés (INRA, AgroParisTech, Université Paris-Sud et Versailles-St Quentin, EDF,...) **dénoncent depuis des années l'opération Saclay.**

Celle-ci paraissait encore incertaine courant 2013 car il manquait plusieurs millions pour boucler le montage financier. On commençait à évoquer des projets alternatifs et potentiellement moins chers... C'était sans compter sur l'entêtement de l'équipe Hollande à chausser les bottes de Sarkozy. Le 10 octobre dernier, dans son déplacement sur le plateau de Saclay, le premier ministre a réaffirmé la volonté du gouvernement de construire une nouvelle ville nouvelle sur le plateau de Saclay.

S'il manque encore quelques dizaines de millions pour aider l'Agro à déménager, eh bien l'Etat s'est engagé à payer ! Le fera-t-il, le pourra-t-il ?

Personne ne le sait vraiment dans une période où de nouvelles réductions budgétaires de 65 milliards€ de dépenses publiques sont annoncées pour compenser les cadeaux faits au patronat. Cerise sur le gâteau, la Métropole du Grand Paris paraît exclure les départements de la grande couronne et donc l'Essonne et Saclay, et les moyens de transport précédemment promis voient donc leur calendrier sans cesse repoussé : 2023 au mieux, pour la ligne parisienne, puis 2030 pour la partie vers l'ouest, c'est à dire vers Versailles.

Au mieux, c'est donc un dispositif très bancal qui est en train de se mettre en place, mais dans lequel on veut quand même plonger les personnels, sans se préoccuper du désastre social qui se prépare !

Université Paris-Saclay : des missions et des moyens très larges au détriment de ses composantes dont l'INRA

Dans l'université Paris-Saclay, s'ils conservent leur identité, les établissements acceptent de confier à la communauté la coordination de certaines de leurs missions et de lui déléguer certaines de leurs compétences.

La lecture du projet de statuts de la CUE est à ce sujet éclairante. Ainsi, en plus de l'accréditation des doctorats master et licences, l'université :

- Lance des nouveaux programmes de recherche

En plus de détruire irrémédiablement des centaines d'hectares d'excellentes terres agricoles, on amènerait sur cette zone mal desservie des dizaines de milliers de personnes avant même d'avoir pu mettre en place un transport capacitaire et efficace ! Il est aussi maintenant de plus en plus clair que sous le prétexte de construire un nouveau très beau campus, c'est une opération massive de bétonnage qui se dessine.

L'université Paris-Saclay en gestation serait une Communauté d'Universités et d'Établissements. Le projet de texte constituant cette CUE indique que **l'INRA en tant que tel, bien au-delà d'un simple déménagement d'équipes, en serait membre fondateur.**

Une lecture détaillée du projet de règlement intérieur et des statuts montre que cette CUE pourrait aisément **s'accaparer à terme la majorité des prérogatives de l'Institut en matière de définition des recherches à mener par les unités, avec là encore un financement important donné par l'INRA.**

Le maître-mot c'est **mutualisation**, et dans ce cadre, comment ne pas voir les appétits qui s'aiguisent sur le **potentiel considérable que représentent les chercheurs et ingénieurs de l'INRA ?**

Cela servirait à compenser l'insuffisance des embauches dans des facs aux budgets déficitaires, au lieu d'y créer des postes d'enseignants-chercheurs.

De même les techniciens de la recherche pourraient préparer les Travaux Dirigés et Travaux Pratiques ?

Et nos unités expérimentales être mises à contribution ?...

- Assure la coordination de la mise en œuvre du volet recherche
- Peut assurer la promotion de la valorisation des activités de recherche notamment par transfert de technologie
- Facilite l'accompagnement du recrutement de chercheurs et enseignants chercheurs
- Alloue des financements aux services ou équipements (plates formes technologique...)

- *Finance ou contribue au financement de programmes de recherches*
- *Recrute et gère des personnels*
- *Octroie des bourses et gratifications de stages*
- *Reçoit des recettes des contrats de recherche et de l'exploitation des brevets et licences*

Avec des missions et des moyens aussi larges, et aussi vagues, rien n'interdit à terme de tout régenter !

Une conception particulière de la démocratie ...

Dans le futur Conseil d'administration de l'Université il y aura 26 membres en tout, mais seulement 5 représentants élus pour les enseignants et les chercheurs, 3 élus pour les autres catégories et 2 élus pour les étudiants, donc une représentation très faible des personnels et étudiants.

... mais une pléthore d'instances !

En plus du conseil d'administration, du conseil des membres, du sénat académique qui contient un conseil scientifique, on voit apparaître une **composante de coordination Recherche (CCR)** avec un comité de direction, un collège des directeurs d'unité et comité des tutelles.

Pour l'instant le budget des 4 premières années n'est pas public, il permettrait pourtant de se faire une idée des moyens que mettra en œuvre l'université, et aussi de quelle charge cela représentera pour ses membres, dont l'INRA. Et il est bien sûr encore plus difficile d'imaginer ce que ça donnera dans 5, 10, ou 20 ans, avec une nouvelle répartition des budgets et des postes, alloués par l'Etat, entre l'université Paris-Saclay et chacun de ses membres.

Pour mettre un point à l'ordre du jour, il faudra qu'il soit demandé par au moins un tiers des membres du CA ce qui veut dire que même si les huit élus représentants du personnel sont tous d'accord, ils ne peuvent pas l'obtenir à eux tout seuls !

Cela veut dire des niveaux hiérarchiques en plus pour les agents (en plus des niveaux hiérarchiques INRA) et des réunions supplémentaires, en particulier pour les DUs.

Choc de simplification... à l'envers ? sans compter les structures qui découleront de la mise en place de l'IAVF.

La casse confirmée pour les équipes de recherche et personnels

embarqués de force dans Saclay

Ce déménagement programmé pour les personnels a toutes les chances de tourner au désastre scientifique et social. Il est **pratiquement admis maintenant que les conditions de transport et/ou de logement vont conduire à des départs des unités des personnels des catégories les plus fragiles vis à vis des contraintes financières proprement parisiennes.**

Cela sera probablement lourd de conséquences pour le fonctionnement des équipes.

Ce déménagement n'a jamais été véritablement justifié. Il n'a pas pour objectif d'apporter une plus-value scientifique à l'activité des équipes de recherche. De plus, la programmation du bâtiment AgroPariTech-INRA prévu sur Saclay revoit sans cesse à la baisse depuis plusieurs mois les besoins en surfaces de recherche demandées par les équipes.

Il y a désormais un vrai risque de se sentir à Saclay beaucoup plus à l'étroit qu'actuellement !

Sans compter que le déménagement serait d'abord **pour beaucoup d'entre nous la perte des terrains expérimentaux, principal outil de recherche.**

En réalité, c'est une restructuration d'ampleur qui est visée, incluant des mobilités forcées.

La CGT-INRA porte ainsi à la connaissance des agents INRA la situation des personnels de l'I2BC (Institut de Biologie Intégrative de la Cellule), qui pourrait préfigurer ce qui nous attend.

L'I2BC est un nouvel institut, qui doit être constitué dans le cadre de l'Université Saclay à partir du transfert d'unités CNRS et CEA. **Tous les profils de postes actuels sont rendus caducs et tous les personnels ITA de ces unités sont forcés de re-postuler sur de nouveaux profils définis par la Direction de l'Institut, via une procédure de candidature par courrier. La Direction décidera alors de leur affectation, argumentant que cette fusion est l'occasion d'effectuer un redéploiement ou une redistribution des personnels entre les équipes. Est-ce cela qui nous attend ?**

Des centaines d'agents INRA concernés directement ou indirectement !

Après 6 mois de relance, nous avons enfin obtenu la liste des unités concernées, une liste à caractère « extensif » selon les propres dires de la Direction qui indique :

« 15 unités sont appelées à déménager :

- l'URGV aujourd'hui à Evry est appelée à fusionner avec une unité de l'université Paris sud et du CNRS pour constituer l'UMR IPS2 (32,7 titulaires) et rejoindre ainsi le plateau du Moulon (en 2015)

- 14 autres unités emménageront dans le futur bâtiment « AgroParisTech/INRA » (à partir de 2019) (343,1 titulaires)

L'ensemble des campus de Jouy, Versailles et Evry font partie du périmètre, mais certaines unités des deux centres de Jouy et de Versailles n'en font pas partie : c'est le cas des unités situées à Paris, à Paris-Est ou à Maisons-Alfort.

Les services d'appui des centres de Jouy et de Versailles sont également, bien qu'indirectement, impactés.»

Sont censées déménager : ALISS - BIOGER CPP - ECO-PUB - EGC - GENIAL - GMPA - MÉT@RISK - MIA - MoSAR - PESSAC - PNCA - SADAPT - UMR Agronomie - URGV

Sont censées faire partie de Saclay mais restent aujourd'hui sur place : AMAGEN - BDR - CTIG - DEPSN - DEPT GAP - DEPT MICA - ECO-INNOV - EPGV - GABI - GPL - GV - IERP - IJPB - MGP - MIAJ - MICALIS - MIG - NOeMI - NuReLiCe - PISC - SDAR JOUY - SDAR VERSAILLES GRIGNON - SG - UCEA - UIAA - UPAE - URGI - VIM - VMS

Ce sont donc des centaines d'agents qui sont concernés.

La Direction Générale sait fort bien qu'une grande partie n'entend pas aller sur Saclay mais les laisse volontairement dans l'incertitude, car à ce jour nous n'avons toujours aucune indication sur ce que l'institut prévoit de leur proposer.

Dans l'hypothèse où le processus se déroulerait selon les rythmes et formes avancés par la direction (et rien n'est moins sûr au vu des réductions budgétaires !!), **la CGT-INRA exigera que tous les agents qui refusent de déménager conservent un emploi sur place, dans les centres où ils travaillent actuellement.**

Et pour ceux qui accepteraient d'aller à Saclay, la question est posée : **quelles garanties ont-ils de ne pas être obligés de re-candidater sur de nouveaux profils** (cf. le cas de l'unité I2BC, en encart page 3) **et que ce mouvement ne sera pas le prétexte d'une très vaste restructuration, avec nouvelles mutualisations et réductions des moyens ?**

En mars 2014, les textes devant mettre en place la CUE Paris-Saclay seront soumis au Comité Technique et au Conseil d'Administration de l'INRA comme à ceux des autres établissements

La CGT-INRA appelle à se prononcer contre ces textes

Venez renforcer un syndicat de luttes : Adhérez à la CGT !

